

CUPE Statement on GNB's Education Reform "Green Paper"

On October 3rd, the Department of Education and Early Childhood Development released a Green Paper titled "Succeeding at Home: A Green Paper on Education in New Brunswick". This 25-page document contains ideas and action items on how to reform the K-12 education model in New Brunswick. It was released in anticipation of a three-day Education Forum taking place October 16-18th, 2019.

Worrisome Ideological Bias

CUPE believes our school system should foster better critical thinking and collaborative problem-solving in all students. The document authors claim to share this vision, but we are concerned by some schemes put forward on how this should be attained.

The paper mentions phasing out age-based grade levels starting with the first three grades in 2020-21. Then, the change would eventually be adopted throughout all levels, to favour a « Competency-Based Approach » education. Also known as « Mastery learning » this pedagogical approach overemphasizes the role of assessments and rejects the idea that students learn by slowly building on knowledge and frequently returning to it.

The orientation has often been adopted simply to cut costs and orient learning on economic considerations rather than foster real learning. Paired with computers, it has often simply led to larger classrooms and fewer teachers.

It must also be noted that any major pedagogical changes require coordination, serious planning and resources. Yet, there are no mentions of increased funding and/or training to implement the proposed "flexible learning environments".

Private Sector Incursions in Education

The authors advocate for a bigger presence of the private sector into the curriculum, through apprenticeships, learning partnerships and to secure new technology. There is a major concern that this would lead to further privatization of services/education in the future.

While they discuss that education would remain publicly funded, the authors purposefully blur the fundamental distinction between "training" and "education". Some parts of the document mention realigning school curriculums to meet the needs of industry. More than anything else, students are whole human beings – not simply "future workers who must compete in the job market ». Schools are spaces for learning and critical thinking, not simply publicly funded training ground for businesses. There have been enough neoliberal assaults on education.

2-Speed System

The document mentions strengthening the private school system in NB. For example, the authors wish to allow private schools the ability to issue the New Brunswick High School Diploma. As is done in BC, private schools offering provincial diplomas could not exist without direct public funding. This is opening the door for private enterprise to tap into public funds to offer a two-speed system, where the rich advance further than the rest of us.

Erasing the Contributions of Workers

It is sad to see how Educational Assistants, Librarians, Custodians and many more front-line workers are not mentioned once in the 25-page document. Yet, these very workers -CUPE members- are fundamental to accomplishing key educational goals like inclusion, literacy and overall wellbeing of students.

We hope the government understands the need to guarantee full-time, permanent EAs in all classrooms. If government takes literacy seriously, they will reverse decades of cuts to libraries and restore library worker's hours to adequate levels. The role all school personnel play in the education should not be snubbed.

Vague Declarations

There is a significant amount of vague proposals in the document. The Education Minister wishes to amend the *Education Act*, and "cut red tape". No details are provided; nor even an outline of this future law and regulatory changes, save a statement saying, "it would ensure classroom and teacher freedom".

Beware of Alarmism

While there is room for improvement, the NB education system is far from collapsing or being a "complete failure". Too often, politicians have used the specter of a crisis to force citizens to consent to changes quickly rather than thoughtfully. Rushed political decisions usually have a negative impact on schoolchildren and education workers.

ml/COPE491

Position du SCFP sur le « livre vert » sur l'éducation du gouvernement du N.-B.

En prévision d'un forum sur l'éducation qui allait avoir lieu du 16 au 18 octobre, le 3 octobre dernier le ministère de l'Éducation et Développement de la petite enfance a rendu public un document de 25 pages intitulé *Succès chez nous : Un livre vert sur l'éducation au Nouveau-Brunswick*. Ce document contient des idées sur la façon de réformer le modèle d'éducation de la maternelle à la 12^{ième} année au Nouveau-Brunswick.

Idéologies biaisées inquiétante

Le SCFP croit que notre système scolaire devrait favoriser un meilleur raisonnement critique et la résolution de problèmes en collaboration chez tous les élèves. Les auteurs du document prétendent partager cette vision, mais nous sommes préoccupés par certains schémas proposés sur la manière d'y parvenir.

Le document mentionne l'élimination progressive des niveaux scolaires en fonction d'âge à partir de la première à la troisième année en 2020-21. Ensuite, le changement serait finalement adopté à tous les niveaux, pour favoriser une approche fondée sur les compétences. Aussi appelée " apprentissage de la maîtrise ", cette approche pédagogique met trop d'accent sur les évaluations et rejette l'idée que les élèves apprennent en s'appuyant lentement sur les connaissances et en y retournant fréquemment.

L'orientation a souvent été adoptée simplement pour réduire les coûts et l'apprentissage est orientée sur des considérations économiques plutôt que de favoriser un véritable apprentissage. Jumelée à des ordinateurs, elle a souvent simplement conduit à des salles de classe plus nombreuses et à moins d'enseignants.

Tout changement pédagogique majeur nécessite une coordination, une planification et des ressources sérieuses. Pourtant, il n'y a aucune mention d'augmenter le financement et/ou de la formation pour mettre en œuvre les « milieux d'apprentissage souples » proposés.

L'infiltration du secteur privé dans l'Éducation

Les auteurs plaident en faveur d'une plus grande présence du secteur privé dans les programmes d'éducation par le biais de stages, de partenariats d'apprentissage et de la mise en place de nouvelles technologies. On craint fortement que cela n'entraîne une plus grande privatisation des services et de l'éducation dans l'avenir.

Alors qu'ils discutent du fait que l'éducation continuerait d'être financée par le secteur public, les auteurs brouillent délibérément la distinction fondamentale entre "formation" et "éducation". Certaines parties du document mentionnent le réalignement des programmes scolaires pour répondre aux besoins de l'industrie. Les élèves sont avant tout des êtres humains et non seulement des « futurs travailleurs qui doivent être compétitifs sur le marché du travail ». Les écoles sont des lieux d'apprentissage où l'on apprend à raisonner critiqueusement, et non pas simplement des lieux de formation financés par le gouvernement pour les entreprises. Il y a eu assez d'attaques néolibérales contre l'éducation.

Système à deux vitesses

Le document mentionne le renforcement du système scolaire privé au Nouveau-Brunswick. Par exemple, les auteurs souhaitent permettre aux écoles privées de délivrer le diplôme d'études secondaires du Nouveau-Brunswick. Comme c'est le cas en Colombie-Britannique, les écoles privées offrant des diplômes provinciaux ne pourraient exister sans financement public direct. Cela permet aux entreprises privées de puiser dans les fonds publics pour offrir un système à deux vitesses, où les riches avancent plus vite que le reste d'entre nous.

Effacer la contribution des travailleurs

Il est triste de constater que les aides-enseignants, les bibliothécaires, les concierges et bien d'autres travailleurs de première ligne ne sont pas mentionnés une seule fois dans le document de 25 pages. Pourtant, ces mêmes travailleurs - tous membres du SCFP - sont essentiels pour atteindre les objectifs-clé en éducation comme l'inclusion, l'alphabétisation et le bien-être général des élèves.

Nous espérons que le gouvernement comprend la nécessité de garantir la présence des assistants(es) en éducation permanents à temps plein dans toutes les salles de classe. Si le gouvernement prend l'alphabétisation au sérieux, il renversera des décennies de compressions dans les bibliothèques et ramènera le nombre d'heures de travail des bibliothécaires à un niveau adéquat. Le rôle que tout le personnel scolaire joue dans l'éducation ne devrait pas être ignoré.

Déclarations vagues

Le document contient un nombre important de propositions vagues. Le ministre de l'Éducation souhaite modifier la *Loi sur l'éducation* et « réduire la bureaucratie ». Aucun détail n'est fourni, ni même un aperçu de cette future loi et des changements réglementaires autre qu'une déclaration disant que cela garantirait une certaine liberté académique aux enseignants.

Attention à l'arlarmlisme

Bien qu'il y ait place à l'amélioration, le système d'éducation du Nouveau-Brunswick est loin de s'effondrer ou d'être un « échec complet ». Trop souvent, les politiciens ont utilisé la menace d'une crise pour forcer les citoyens à consentir à des changements rapidement plutôt que de façon réfléchie. Les décisions politiques précipitées ont généralement un impact négatif sur les écoliers et les travailleurs en éducation.

ml/COPE491